

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2026.04.R.90
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 24 mars 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de contrôler par échantillonnage les caractéristiques de 3 mesures de maîtrise des risques (MMR) afférentes aux bras de chargement/déchargement wagons et navires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly

- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de fertilisants azotés sur la commune de Grand-Quevilly.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 12
- Équipement sous pression
- Odeur
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	/	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	défaillances des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Maîtrise des procédés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1.3 du Titre 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MMR	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'inspection des installations classées relève un bon suivi des MMR opéré par la société LAT NITROGEN (pour ce qui a pu être contrôlé) et formule des observations à la marge quant aux documents consultés (mise à jour de la procédure MEI/3/6424 si cela s'avère nécessaire d'ici le 31 mai 2026).

En revanche, devant le défaut de transmission de plusieurs documents réclamés à la société LAT NITROGEN à l'issue de la visite d'inspection et malgré plus de 4 semaines d'attente, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure de conclure sur l'intégralité des points contrôlés au cours de la visite du 24 mars 2026. Pour cette raison, l'inspection des installations classées fixe une nouvelle échéance de transmission de ces documents au 15 mai 2026, échéance au-delà de laquelle l'exploitant s'expose à des suites administratives en cas de nouveau manquement de transmission. L'inspection des installations classées attend particulièrement les derniers justificatifs d'habilitation et de recyclage à la tenue du poste (formation initiale ou recyclage annuel) des opérateurs habilités à intervenir sur la MMR (3) navire.

Consécutivement à cette absence de constat, l'inspection des installations classées mènera une nouvelle visite conclusive sur la thématique des bras de chargement sur le site de LAT NITROGEN en 2026.

Compte tenu du caractère sensible de certaines informations relatives aux mesures de maîtrise des risques, une partie des constats effectués par l'inspection des installations classées sont repris dans une annexe confidentielle au présent rapport.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées s'est rendue durant la visite dans la nouvelle zone dédiée au réchauffage de l'ammoniac (unité réchauffage) en transit du STOCKAM vers les postes de chargement wagons. Ce projet, dénommé "dégoulottage ammoniac", permet à la société LAT NITROGEN d'approvisionner les wagons en ammoniac depuis le STOCKAM, sans transiter par le stockage des sphères. Cette modification a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 17 avril 2026. La société LAT NITROGEN prévoit l'exploitation de cette ligne courant mai 2026. La visite d'inspection du 24 mars 2026, objet du présent rapport, a permis à l'inspection des installations classées de constater l'avancement des travaux et la mise en place des premiers équipements de sécurité. L'inspection des installations classées considère cette visite comme le récolement préalable visé à l'article 7 annexé à l'arrêté préfectoral du 17 avril 2026. En plus de finaliser le chantier et de mettre en place les dernières sécurités considérées, restera à la société LAT NITROGEN de fournir une analyse du risque foudre de l'ensemble des nouvelles installations comme prescrit au même article avant d'exploiter cette nouvelle ligne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A
Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité y compris indépendance
Prescription contrôlée : Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023 A. - L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; Ces actions sont tracées. - (...)
Constats : La visite d'inspection du 24 mars 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de challenger les mesures de maîtrise des risques (MMR) mises en place par l'exploitant pour se prémunir des risques inhérents à ses installations de chargement et déchargement de wagons et navires. Cette visite d'inspection a été menée parallèlement à un contrôle des équipements sous pression par l'unité sécurité industrielle (USI) de la DREAL Normandie. Dans le cadre de son contrôle, l'inspection des installations classées a vérifié la régularité par échantillonnage des paramètres (efficacité, cinétique, disponibilité, testabilité, maintenabilité) de 3 MMR afférentes aux bras dans lesquels transitent des produits dangereux. Commentaire n°1 : l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre la fiche de synthèse MMR de 2 des 3 MMR contrôlées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique
Prescription contrôlée : L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : Commentaire n°3 : La vérification par sondage du critère "cinétique" d'une MMR ne soulève pas remarque particulière. Dans le cadre de l'instruction du réexamen quinquennal de l'étude de dangers portant sur le stockage et le transfert d'ammoniac, l'inspection des installations classées sera potentiellement amenée à assister à des exercices de réactivité des sondes de détection en pré-

sence du prestataire de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
Thème(s) : Risques accidentels, Testabilité
Prescription contrôlée : Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023 B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : <u>Commentaire n°4 :</u> La vérification par sondage des opérations de test des MMR ne soulève pas remarque particulière. <u>Demande n°1 :</u> l'exploitant présentera à l'inspection des installations classées d'ici le 31 mai 2026 le document de suivi du dernier incident en lien avec l'une des MMR contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023 B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de maintenance formalisé qui prend la forme d'un tableau de périodicité des tests effectués sur les MMR. Ce tableau reprend entre autres : <ul style="list-style-type: none"> • le niveau SIL le cas échéant, • le plan préventif,

- la fonction de la MMR,
- la périodicité de test.

Demande n°2 : l'exploitant transmettra d'ici le 15 mai 2026 le tableur de suivi des capteurs du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B

Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité de la MMR et gestion des shunts

Prescription contrôlée :

Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023

B.-... L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

La conduite à tenir en cas d'indisponibilité de la MMR varie chez LAT NITROGEN au cas par cas.

L'exploitant poursuit une analyse interne devant déterminer si une mesure compensatoire permet de répondre à la même protection (efficacité, cinétique, etc.). Dans les faits, l'exploitant peut être amené à proposer une mesure compensatoire organisationnelle sur une MMR mixte dont la cinétique attendue est de 10 minutes. Il admet que cette solution serait plus compliquée à mettre en place pour une cinétique attendue de l'ordre de 30 secondes.

Pour se faire, l'exploitant formalise l'indisponibilité dans une feuille dédiée, priorise les sécurités critiques et fait approuver la mesure compensatoire par le top management (responsable d'unité, ingénieur production ou astreinte direction le week-end).

Cette indisponibilité d'un système de sécurité et la solution qui lui est appliquée font l'objet d'une procédure dédiée référencée DIR/2/0011.

En 2026, la société LAT NITROGEN prévoit une harmonisation de la gestion des mises hors services sur l'ensemble des secteurs du site de Grand-Quevilly. Selon l'exploitant, des feuilles de shunts sont formalisées au format papier et rangées en salle de contrôle. Dans cette pièce, un tableau d'affichage permet d'afficher en temps réel les systèmes de sécurités shuntés en temps réel.

En parallèle, l'exploitant a déclaré disposer d'un système informatisé ESLB (e-shift lock book) complémentaire aux feuilles, sorte de main courante du chef de poste, où les shunts sont recensés. Un système de fenêtre pop-up avec obligation d'acceptation, force l'information auprès de celui-ci.

À l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a demandé la remise d'un exemplaire d'une feuille de shunt renseignée, document non transmis dans les 4 semaines qui ont suivi la demande de l'inspection.

Concernant la procédure de gestion des shunts, l'inspection des installations classées a été en mesure de consulter le document MEI/3/6424-192PT493A-DTSLZFO_08 du 05 décembre 2025 employée notamment pour la vérification des capteurs d'ammoniac côté navire. Ce mode opératoire renseigné au cours d'un test fait apparaître plusieurs annotations au stylo laissant penser à la nécessité de mettre à jour le modèle (ajout de jalon pour shunter l'APS MMRI, renommage de certains équipements).

Ainsi, le document liste une procédure de shunt de la clef 192PML492A et son retour en position normale, mais l'inspection des installations classées s'interroge sur le shunt opéré sur l'APS STK (navire) renseigné au stylo et dont aucune mention ne vise sa réactivation dans la suite du document.

Demande n°3: l'exploitant précisera à l'inspection des installations classées la complétude de la procédure MEI/3/6424 et la mettra à jour le cas échéant d'ici le 31 mai 2026.

Le document consulté conclut par ailleurs en des tests et des contrôles n'appelant pas de signalement particulier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : défaillances des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7-5

Thème(s) : Risques accidentels, Défaillances et anomalies sur les Sites Seveso

Prescription contrôlée :

Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.

Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire.

Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).

A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies. Les procédures prévues au point B de l'article 54 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié sont incluses dans le système de la gestion de la sécurité lorsqu'il existe.

Les dispositions des alinéas ci-dessus sont applicables à compter du 1er janvier 2023.
<p>Constats :</p> <p>Les défauts et anomalies de MMR sont renseignées par l'exploitant dans son outil SYNERGY. Lorsqu'une dérive est constatée, l'exploitant renseigne une affaire SYNERGY, évalue l'incident, l'instruit et définit des actions correctives. Ce suivi vient alimenter la fiche de vie de chaque MMR dans laquelle l'exploitant reprend tous les tests, modifications, défauts et anomalies qu'elle a rencontré. L'exploitant dispose également d'un tableau de suivi par secteur.</p> <p>En séance, l'inspection des installations classées a demandé des précisions à l'exploitant sur l'incident du 23 septembre 2024 : « Chargement navire NH3 Sécurité PERC ne manœuvre pas » relatif à la MMRI (2). D'après l'exploitant, cet événement numéroté « 696238 » dans sa base SYNERGY a donné lieu à une modification du test réalisé sur le bras de déchargement 48 heures avant l'arrivée d'un navire. L'événement SYNERGY « 696238 » n'a pas fait l'objet d'une transmission à l'inspection des installations classées dans les 4 semaines qui ont suivi sa demande.</p> <p><u>Demande n°4:</u> l'exploitant transmettra d'ici le 15 mai 2026 l'intégralité du document SYNERGY de l'événement « 696238 ». En l'absence de présentation de ce document dans le temps imparti, la société LAT NITROGEN s'exposera à des suites administratives.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Maîtrise des procédés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A
Thème(s) : Risques accidentels, MMR faisant intervenir une action humaine
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>A.</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - la tenue à jour des procédures ; - le test des procédures incident/ accident ; - la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Demande n°5:</u> pour chaque opérateur habilité à intervenir sur la MMRI navire (3), l'exploitant</p>

transmettra d'ici le 15 mai 2026 les derniers justificatifs d'habilitation et de recyclage à la tenue du poste (formation initiale ou recyclage annuel). En l'absence de présentation de ces documents dans le temps imparti, la société LAT NITROGEN s'exposera à des suites administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1.3 du Titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2026

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Constats :

L'inspection des installations classées a de nouveau été témoin d'émissions fugitives d'ammoniac aux abords des installations de chargement wagons durant la visite de site. Le détecteur portatif de l'opérateur accompagnant l'inspection s'est mis à sonner régulièrement et les cellules 193AT105, 193AT205 situées à proximité des postes de chargement wagon indiquaient respectivement des valeurs de 30 et 25ppm.

À l'issue de la visite, l'inspection a demandé la remise de l'historique des détecteurs d'ammoniac 193AT105, 193AT205 depuis le 1er janvier 2026 au 24 mars 2026. **L'exploitant n'a pas non plus transmis ces documents dans les 4 semaines qui ont suivi la demande de l'inspection des installations classées, empêchant l'inspection de les contrôler.**

Pour rappel, dans son rapport d'inspection issu de la visite du 06 novembre 2025, l'inspection des installations classées demande (n°6) la réalisation d'une campagne de recherche de fuites de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances d'ici le 30 juin 2026.

Dans un courrier électronique du 18 février 2026, l'exploitant indique avoir missionné l'APAVE en janvier 2025 pour réaliser un plan de mesurage dans le but d'évaluer le niveau d'exposition de ses

salariés à des agents chimiques dangereux. Le plan de mesurage a été réalisé dans sa totalité sur le 4ème trimestre 2025, à l'exception de l'exposition à l'ammoniac du fait de l'absence d'opérations de chargements/déchargements pendant la période d'intervention. L'exploitant prévoyait alors de nouvelles mesures spécifiques à cette zone au premier semestre 2026.

Dans ce même courrier, l'exploitant précise que sur les 7 plaintes extérieures enregistrées en 2025, aucune ne porte sur des gênes olfactives liées à l'ammoniac, et de conclure qu'aucune campagne de recherche de fuite n'est à l'étude à ce jour.

Commentaire n°4 : l'inspection des installations classées se tient dans l'attente des résultats de la mission de l'APAVE dès que disponibles (et avant le 30 juin 2026) et demande à récupérer l'historique des détecteurs d'ammoniac 193AT105 et 193AT205 depuis le 1er janvier 2026 avant le 15 mai 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours